

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le troisième paquet de libéralisation de l'énergie à été adopté à Strasbourg

- Social - Services publics -

Date de mise en ligne : mercredi 1er juillet 2009

Démocratie & Socialisme

Les directives de libéralisation ont organisé le secteur de l'énergie selon le principe de « séparation fonctionnelle » entre la production et la gestion du réseau de distribution et de transport. Cette politique a pour but de démanteler les monopoles publics pour ouvrir ces marchés juteux aux capitaux privés, avec pour conséquence, à terme, la constitution de monopoles privés.

La conséquence, en France, en est la privatisation d'EDF et la fusion GDFSuez.

Mais la Commission de Bruxelles en veut plus et plus vite. Elle demande donc la séparation totale entre production et réseau. En effet, elle estime que la séparation des fonctions n'est pas suffisante et donne trop d'avantages concurrentiels aux opérateurs historiques qu'elle veut pousser au démantèlement pour accélérer leur recherche de capitaux privés, et réaliser ainsi leur privatisation totale. C'est ce que la Commission appelle supprimer le favoritisme envers les entreprises non séparées au détriment du consommateur final et salariés des entreprises concurrentes. Quand on sait que plus le poids des actionnaires sera grand, plus la quantité des dividendes versés sera importante et plus les prix seront lourds, on peut apprécier le souci manifesté à l'égard du consommateur final et des salariés...

À l'intention du Parlement européen, la Commission sait qu'elle doit radicaliser sa proposition pour que les négociations sur le texte aboutissent au compromis qu'elle souhaite et pour que ce « recul » autorise beaucoup de députés de la gauche à voter le texte final. Avec cette petite tactique habituelle, le résultat obtenu est soutenu par la gauche. En outre, dans le cas où cette directive est adoptée avec des voix de la gauche à proximité des prochaines élections, tous ceux qui l'ont approuvée s'abstiendront de la dénoncer durant la campagne électorale. Celle-ci se déroulera alors de façon très consensuelle et ennuyeuse, ce qui favorisera la droite en l'absence des propositions attendues par les salariés et capables de les mobiliser.

Cette tactique classique des libéraux a connu une grande réussite le 24 mars 2009 puisqu'une large majorité a approuvé le « compromis » négocié avec une très forte majorité des députés du Parti socialiste européen (PSE). Le texte adopté mentionne toujours la voie de la dissociation totale entre production et réseau mais les Etats pourront lui préférer d'autres options, l'indépendance du gestionnaire de réseau de distribution ou celle du réseau de transport. Selon l'une quelconque de ces trois options, au moins une partie du réseau disposera d'une indépendance totale à l'égard de la production. C'est déjà ça de gagné pour les investisseurs.

Comment la direction du PS justifie-t-elle ce vote ? Par une argumentation qui ne prétend pas à la cohérence : *« Les libéraux nous proposent d'accentuer la destruction des services publics nationaux, c'est inadmissible. Mais nous avons négocié et ils nous ont proposé un compromis que nous avons accepté. En effet, si ça empire, ça aurait pu être pire encore »*.

Pour se faire rouler ainsi dans la farine, il faut avoir perdu beaucoup de convictions. Ceux qui se révèlent ainsi usés portent tort à toute la gauche car, lors des élections européennes du 7 juin, il faut que les listes du PS soient devant celles de l'UMP si nous voulons empêcher Sarkozy de relever la tête, alors qu'il est en difficulté face à un mouvement social très mobilisé qui doit pouvoir utiliser cette échéance pour sanctionner la droite au pouvoir. Que ceux qui ne savent pas s'opposer au libéralisme cèdent la place à des militants qui ont des convictions et du courage pour les défendre.

Félicitons ceux qui ont refusé de voter « pour », Henri Weber qui n'a pas participé au vote, Benoît Hamon et Harlem Désir qui se sont abstenus et, surtout, Marie-Noëlle Lienemann et Anne Ferreira qui ont voté « contre ».

Au lieu d'une libéralisation aggravée de l'alimentation en énergie, le droit d'accès de tous à l'électricité et au gaz

Le troisième paquet de libéralisation de l'énergie à été adopté à Strasbourg

domestiques exigent l'édification d'un service public européen de l'énergie, similaires aux services publics nationaux de GDF et EDF, que les libéraux s'acharnent à détruire.

En premier lieu, GDF et EDF doivent être nationalisés et doivent abandonner le politique impérialiste d'achat de firmes étrangères et de placements spéculatifs.

Pierre Ruscassie